

Quand la technologie flirte avec le pouvoir : le président coréen et son plan audacieux avec ChatGPT

Une IA au cœur d'un scandale politique en Corée du Sud

Imaginez un président confiné, des militaires en état d'alerte, et une intelligence artificielle sollicitée pour des conseils sur la loi martiale. Cette situation improbable met en lumière l'implication d'un acteur inattendu : [ChatGPT](#), en pleine conjonction de coup d'État.

Alors que la Corée du Sud se préparait à une nuit tumultueuse, un garde du corps présidentiel aurait consulté ChatGPT sur la manière de mettre en œuvre une loi martiale, juste avant que le président Yoon Suk Yeol ne prenne cette décision. Coïncidence ou implication directe ? Cette affaire a pris une tournure judiciaire intrigante et soulève des questions sur le rôle d'une IA dans un coup d'État éclair.

Une requête inquiétante avant la tempête

Le 3 décembre 2024, **Lee Kwang-woo**, responsable de la sécurité présidentielle en Corée du Sud, aurait posé des questions à [ChatGPT](#) concernant la loi martiale, notamment sur la possibilité de dissoudre l'Assemblée nationale.

Et ce n'est pas tout : deux heures plus tard, Yoon Suk Yeol

déclarait officiellement l'état de loi martiale, une manœuvre qui ne durera que six heures mais qui aura des répercussions profondes sur le pays. La question se pose alors : Lee Kwang-woo savait-il ce qui se tramait vraiment ou cherchait-il simplement des informations ? Cette incertitude nourrit actuellement les débats juridiques.

Suite à la déclaration, Yoon s'est enfermé dans un complexe hautement sécurisé à Séoul, entouré d'une barrière humaine de **200 soldats**. Les procureurs tentant d'intervenir ont été repoussés, ajoutant à la tension déjà palpable.

Lorsque les procureurs sont revenus en janvier, Lee Kwang-woo a donné des instructions à son équipe pour se préparer avec des **mitraillettes MP7**. Bien que la situation ait été tendue, aucun coup de feu n'a été tiré et Yoon a finalement été arrêté.

ChatGPT : un complice involontaire ?

Les procureurs tentent de comprendre le rôle de Lee Kwang-woo dans cette affaire, notamment suspectant qu'il a effacé des documents numériques en lien avec sa consultation d'IA. Les questions posées à **ChatGPT** font partie des fichiers retrouvés par les enquêteurs.

Selon le quotidien sud-coréen **The Hankyoreh**, Lee aurait effectué ces demandes avant la déclaration de la loi martiale. Cependant, son avocat soutient qu'elles ont eu lieu après cet événement. Qui dit vrai ? C'est un mystère qui laisse place à de nombreuses spéculations.



JD Capelouto

@jdcapelouto

...

Le plus haut responsable de la sécurité et le garde du corps du président sud-coréen Yoon Suk Yeol, désormais suspendu, auraient recherché « loi martiale » et « dissolution de l'Assemblée nationale » sur ChatGPT deux heures avant que Yoon ne déclare la loi martiale :

[Traduire le post](#)

Authorities plan to investigate both Kim and Lee to determine whether they aided in insurrection.

The revelation came after confirming that Lee searched terms such as “martial law,” “martial law declaration,” and “dissolution of the National Assembly” using ChatGPT at around 8:20 p.m. on Dec. 3 last year, before the president declared the decree at around 10:28 p.m.

18h20 · 19 mars 2025 · **108,5 k** vues

Si cela se confirmait, cela signifierait que **Lee Kwang-woo était au courant des intentions de Yoon Suk Yeol**. Ce retournement de situation soulève un sérieux débat sur les implications de l'IA dans les affaires gouvernementales, allant jusqu'à questionner si des outils comme [ChatGPT](#) ne pourraient pas devenir de redoutables alliés pour des conspirateurs.



Notre site repose sur la participation de nos lecteurs : si vous achetez via nos liens, nous pouvons toucher une commission d'affiliation.

Source : www.lebigdata.fr

→ ☐ Accéder à [CHAT GPT](#) en cliquant

dessus